

SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 10 OCTOBRE 1928

Rapport de la Commission de la Défense Nationale chargée de l'examen du Projet de Loi relatif à l'usage des langues à l'armée.

(Voir les n^{os} 222, 266, les feuillets d'amendements I à VIII et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 27 juillet, 1^{er} août, 7, 12, 13 et 14 septembre 1928; le n° 184 du Sénat.)

Présents : MM. LEKEU, président; le chevalier BEHAGHEL DE BUEREN, le vicomte BERRYER, CALONNE, DAMAS, le comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DE BROUCKERE, DELANNOY, le baron DE MÉVIUS, DERBAIX, DEWAELE, DIRIKEN, le baron D'HUART, HUISMAN VAN DEN NEST, HUYSMANS (Aimand), PIERLOT, SPILLEMAECKERS, VERBRUGGE et le vicomte DU BUS DE WARNAFFE, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Personne ne conteste que le milicien doive être instruit dans sa langue maternelle, et que ses chefs immédiats doivent être capables de le comprendre et de converser avec lui.

A l'égard du soldat, c'est là une règle de stricte justice.

Au point de vue de l'armée, c'est une nécessité absolue.

Dès lors, des mesures doivent être prises pour assurer l'application de ces principes.

Mais quelles mesures?

Certains ont préconisé un moyen radical : la division de l'armée par la constitution d'unités linguistiques homogènes, avec libre choix pour le milicien.

Au cours de la discussion au sein de votre Commission, certains membres ont préconisé ce régime par le motif que, d'après eux, il est inéluctable, quels qu'en puissent être les inconvénients.

D'autres, au contraire, l'ont repoussé

comme présentant le danger extrême d'ouvrir la voie à la division de la Belgique, à un moment où la « querelle linguistique » semble en voie d'apaisement.

Il est incontestable, en effet, que les préjugés s'abolissent.

Des déclarations ont été faites, à la Chambre — notamment par M. Masson — qui ont reçu, de la part des Flamands, l'accueil que leur méritaient leur pertinence, leur générosité et leur sincérité.

C'est par la bonne entente, basée sur la justice et le bon vouloir réciproque, que sont en voie de s'apaiser des conflits dont la gravité devenait un péril pour l'unité du pays.

Ce n'est pas au moment où les malentendus se dissipent qu'il faut prendre des mesures radicales qui risqueraient de consacrer des situations irrémédiables.

Voilà pourquoi le Gouvernement s'en est tenu aux propositions dont nous sommes saisis. Elles ont reçu à la Chambre une consécration éloquente et réconfortante.

EXAMEN DES ARTICLES.

ARTICLE PREMIER.

Certains contestent qu'il soit nécessaire pour assurer aux soldats flamands et aux wallons d'être instruits dans leur langue maternelle et d'être compris par leurs chefs immédiats, d'imposer à ceux-ci la connaissance des deux langues nationales.

C'est là méconnaître que les officiers peuvent être appelés, en cas de nécessité, en temps de guerre, par exemple, à remplir leur office partout, à moins de constituer deux armées sans contact et sans cohésion possibles. En pareille matière, s'il pouvait y avoir des intérêts particuliers exposés, ils devraient céder le pas à l'intérêt supérieur de la Nation.

Salus populi suprema lex.

On peut, faisant choix d'une carrière libérale, limiter librement ses moyens d'action. On ne lèse que soi-même. Mais quand on exerce une fonction publique, et surtout quand on assume la responsabilité de coopérer à la défense du pays, on doit se plier aux nécessités de cette noble, mais lourde mission.

Pour exercer les professions d'avocat, de médecin, d'ingénieur, de pharmacien, on s'astreint à de longues années d'études comportant des programmes lourdement chargés. Personne ne s'en offusque ni ne prétend qu'il soit ainsi porté atteinte à la liberté et à l'égalité des citoyens.

Comment, dès lors, s'indigner de ce que le programme des études ouvrant, à ceux qui la choisissent, la carrière des armes, comprenne la connaissance des langues nationales?

ART. 4.

Un membre critique le programme des épreuves imposées à la sortie de l'Ecole militaire; il soutient notamment qu'il est inutile de vérifier si les candidats officiers sont à même de suivre des débats judiciaires.

Il lui fut répondu que les officiers doivent comprendre les soldats; que la loi n'a d'autre but que d'assurer ce résultat; que d'ailleurs il est naturel qu'on s'assure que les officiers, même s'ils ne doivent pas siéger aux tribunaux militaires, soient à même de converser avec les soldats sur des faits qui peuvent les rendre justiciables du conseil de guerre.

Un membre soutient que la loi sera inopérante. Sans connaître à fond une langue, on peut converser avec un intellectuel. Mais, pour comprendre un homme du peuple et être compris par lui, il faut connaître à fond sa langue maternelle. Il en résulte, d'après lui, que si l'on veut atteindre le but de la loi, on en arrivera forcément à ne plus avoir que des officiers d'origine flamande qui, par leurs connaissances et leur facilité d'assimilation, possèdent ou peuvent s'assimiler les deux langues nationales.

C'est pour ce motif que ce membre est partisan de la division de l'armée.

Des membres s'élèvent contre la prétention du législateur d'imposer aux examinateurs des cotes rigides.

ART. 10.

Pourquoi, dit un membre, ce parallélisme absolu entre le nombre des écoles de pupilles à régime français et à régime flamand, alors qu'on devrait n'établir les écoles qu'à raison de leur population?

Cette disposition existe dans nos lois depuis 1913, et correspond à la situation de fait.

ART. 11.

La langue maternelle du soldat est *présumée* être celle de la commune où il est inscrit.

Cette disposition, en concordance d'ailleurs avec l'alinéa 4 de l'article 2 du projet de loi sur le recrutement, laisse le choix du régime linguistique au militaire.

ART. 18.

Un membre est d'avis que le Gouvernement, par cette disposition, en se réservant le soin d'appliquer les prescriptions de la loi nouvelle alors que la loi actuelle n'est pas explicitement abrogée, s'adjudge des prérogatives qui n'appartiennent qu'au pouvoir législatif.

L'ensemble du projet a été voté par 10 voix contre 8.

N. B. — Un compte rendu analytique des débats au sein de la Commission a été rédigé par les soins du greffe. Nous nous référons à ce procès-verbal, que la Commission a approuvé, pour les obser-

vations qui auraient pu être omises au présent rapport.

Le Rapporteur,

Vicomte DU BUS DE WARNAFFE.

* * *

Le présent rapport a été approuvé par votre Commission, par 10 voix contre 8 et 1 abstention.

Le Président,

J. LEKEU.

Le Secrétaire,

Chevalier BEHAGHEL DE BUEREN.

BELGISCHE SENAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 10 OCTOBER 1928.

Verslag uit naam van de Commissie van Landsverdediging belast met het onderzoek van het Wetsontwerp op het taalgebruik bij het leger.

(Zie de n^os 222, 266, de amendementen I tot VIII en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 27 Juli, 1 Augustus, 7, 12, 13 en 14 September 1928; en n^o 184 van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren LEKEU, voorzitter; Ridder BEHAGHEL DE BUEREN, Burggraaf BERRYER, CALONNE, DAMAS, Graaf DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DE BROUCKERE, DELANNOY, Baron DE MÉVIUS, DERBAIX, DEWALLE, DIRIKEN, Baron d'HUART, HUISMAN VAN DEN NEST, HUYSMANS (Armand), PIERLOT, SPIL-LEMAECKERS, VERBRUGGE en Burggraaf DU BUS DE WARNAFFE, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Niemand zal nog betwisten dat de milicien in zijn moedertaal moet worden opgeleid en dat zijne onmiddellijke oversten hem moeten kunnen verstaan en met hem spreken.

Ten aanzien van den soldaat is dat een regel van hoogste rechtvaardigheid.

Ten aanzien van het leger is het een volstrekte noodzaak. Bijgevolg moeten maatregelen worden genomen om de toepassing dezer beginselen te verzekeren.

Doch welke maatregelen?

Sommigen hebben een radicaal middel voorgesteld: de indeeling van het leger in homogene taaleenheden met vrije keuze voor den milicien.

In den loop van de behandeling in den schoot onzer Commissie hebben sommige leden dit stelsel bepleit omdat het, volgens hen, onvermijdelijk is, wat ook de bezwaren mogen wezen waarmee het gepaard gaat.

Anderen, daarentegen, hebben het

van de hand gewezen omdat het het groote gevaar opleverde de verdeeling van België in te luiden, op een oogenblik dat de taalstrijd schijnt te gaan luwen.

Het valt inderdaad niet te betwisten dat de vooroordeelen verdwijnen.

Verklaringen werden afgelegd in de Kamer, onder meer door den heer Masson, die door de Vlamingen naar waarde werden geschat wegens hunne gepastheid, hunne grootmoedigheid en hunne oprechtheid.

Het is door de goede verstandhouding, gegrondvest op de rechtvaardigheid en den wederzijdschen goeden wil, dat de conflicten zullen worden opgelost waarvan de hevigheid de eenheid van het land in gevaar brachten.

Het is niet op een oogenblik dat de misverstanden worden opgehelderd dat men radicale maatregelen moet treffen die zouden gevaar loopen onherstelbare toestanden te bestendigen.

Ziedaar waarom de Regeering zich gehouden heeft aan de voorstellen die wij thans onderzoeken. In de Kamer kregen zij op welsprekende en bemoeigende wijze haar beslag.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

EERSTE ARTIKEL.

Door sommigen wordt betwist dat het noodig zij, om Vlaamsche en Waalsche soldaten in hunne moedertaal op te leiden en door hen te worden verstaan, aan hunne rechtstreeksche oversten de kennis der beide landstalen op te leggen.

Men verliest daarbij uit het oog dat, in geval van nood, bij voorbeeld in oorlogstijd, de officieren kunnen geroepen worden overal hun ambt uit te oefenen, tenzij men twee legers zou inrichten zonder onderlinge voeling en saamhoorigheid. Zoo er op dat gebied particuliere belangen in het gedrang kwamen, dan zouden zij moeten wijken voor het hooger belang der Natie.

Salus populi suprema lex.

Wanneer men een vrij beroep kiest kan men gerust zijn middelen beperken. Men doet daarbij zich zelf alleen maar onrecht. Doch wanneer men een openbare bediening vervult en vooral wanneer men de verantwoordelijkheid op zich neemt mede te werken aan de landverdediging, dan moet men zich plooiën naar de behoeften van deze edele doch zware taak.

Om het beroep van advocaat, geneesheer, apotheker, ingenieur uit te oefenen, legt men zich lange jaren studie op met zwaar belaste programmas. Niemand voelt zich daardoor geërgerd en niemand zal beweren dat aldus een aanslag wordt gepleegd op de vrijheid en de gelijkheid der burgers.

Wat beteekent dan die verontwaardiging, wanneer het programma van de studies dergenen die zich tot de militaire loopbaan voorbereiden, de kennis der beide landstalen voorziet?

ART. 4.

Een lid hekelde het programma der examens bij het verlaten der Militaire School; hij beweerde onder meer dat

het nutteloos is na te gaan of de candidaten-officier bekwaam zijn rechterlijke debatten te volgen.

Daarop werd geantwoord dat de officieren de soldaten moeten verstaan; dat de wet geen ander doel heeft; dat het overigens natuurlijk is dat de officieren, zelfs als zij niet in de krijgswaarden moeten zetelen, bekwaam zouden zijn met de soldaten te spreken over feiten die hen voor de krijgswaarden zouden kunnen brengen.

Een lid beweerde dat de wet geen uitwerking zou hebben. Zonder een taal grondig te kennen, kan men met een intellectueel spreken. Maar om een man uit het volk te verstaan en door hem te worden verstaan, moet men grondig zijne moedertaal kennen. Gevolg daarvan is, volgens dit lid, dat, om het doel van de wet te bereiken, men er toe zal komen nog enkel officieren van Vlaamschen oorsprong te hebben die, door hunne wetenschap en hun assimilatievermogen, de beide landstalen kennen of kunnen aanleeren.

Om die reden was dit lid voorstander van de verdeeling van het leger.

Sommige leden kwamen op tegen het opleggen, aan de examinatoren door de wetgevers, van al te strenge regelen voor het toekennen der punten.

ART. 10.

Wat is de reden, vroeg een lid, van dit volstrekt parallelisme tusschen het aantal pupillenscholen met Fransch regiem en dit met Vlaamsch regiem, alswanneer men deze scholen alleen uit hoofde harer bevolking zou moeten oprichten?

Deze bepaling bestaat in onze wetten sedert 1913 en stemt overeen met den feitelijken toestand.

ART. 11.

De moedertaal van den soldaat wordt vermoed die te zijn van de gemeente waar hij is ingeschreven.

Deze bepaling, die overigens strookt met alinea 4 van artikel 2 van het wetsontwerp op de werving, laat aan den milicien de keuze van het taalregiem.

ART. 18.

Een lid der Commissie is van meening dat de Regeering, door deze bepaling, met zich het recht voor te behouden de nieuwe wet toe te passen, alswanneer de thans geldende wet nog niet uitdrukkelijk werd ingetrokken, inbreuk maakt op de voorrechten van de wetgevende macht.

Het ontwerp in zijn geheel werd aangenomen met 10 tegen 8 stemmen.

N. B. — Een beknopt verslag van de debatten in den schoot der Commissie, werd door de zorgen der griffie opgesteld.

Wij verwijzen naar dit stuk dat de Commissie heeft goedgekeurd, voor al de opmerkingen die in dit verslag mochten uit het oog zijn verloren.

De Verslaggever,
Burggraaf DU BUS DE WARNAFFE.

* * *

Dit verslag werd door de Commissie goedgekeurd met 10 tegen 8 stemmen en 1 onthouding.

De Voorzitter,
J. LEKEU.

De Secretaris,
Ridder BEHAEGEL DE BUEREN.